

### Droit de réponse

Suite à la parution de l'article "Wie weiter?" dans le Woxx du 15 juillet, M. Adrien Thomas nous a demandé de publier la mise au point suivante:

*Je m'élève contre l'interprétation diffamatoire que fait votre journaliste de mes déclarations: "Das ADR hat auf das Soziale gesetzt. Und die Türkeifrage spielte in den Diskussionen kaum eine Rolle', argumentiert Adrien Thomas gegen eine schärfere Abgrenzung zwischen linkem und rechtem Nein - und läuft damit schnurstracks in die Falle der Rechtspopulisten."* Votre journaliste suggère que je serais 1) opposé à une délimitation nette vis-à-vis des courants de droite et 2) d'une naïveté coupable vis-à-vis de ces mêmes courants puisque je tomberais dans leur "piège". Ces suggestions appellent plusieurs remarques de ma part. Je continue à maintenir que la campagne référendaire a été avant tout marquée par la prédominance de la thématique sociale. Celle-ci s'est imposée à toutes les forces politiques, y compris à l'ADR. Affirmer cela n'implique aucune ambiguïté à l'égard de courants de "populistes de droite". Ceux qui tombent dans le "piège" de courants xénophobes et anti-européens sont bien plutôt ceux qui assimilent un vote de protestation sociale et une inquiétude à l'égard du dumping social à des formes de racisme ou de "populisme de droite".

(woxx) - La loi sur les médias nous oblige à accorder un droit de réponse, indépendamment de sa véracité et de sa pertinence, à toute personne citée nominativement dans un article.

### Bus, Tram und Fahrradweg

Die Gespräche seien konstruktiv verlaufen, die ideologischen Streitigkeiten begraben, es gehe darum, konkrete Projekte umzusetzen ... Viel Neues hatten Bürgermeister Paul Helminger und Transportminister Lucien Lux nicht zu verkünden. Und so waren die politischen Zeichen, die gesetzt wurden, das Interessanteste an der Pressekonferenz zur Transportpolitik in der Stadt Luxemburg am vergangenen Mittwoch. Um über die Ausweitung des Tramnetzes auf den Stadtkern zu beraten, wurde eine Arbeitsgruppe ins Leben gerufen. "Dabei gibt es kein A priori und kein Tabu, weder für die Trasse noch für die Betriebsform", versicherte Lux. Im Vorfeld der Gemeindewahlen scheinen LSAP und DP die heiß umstrittene Frage "Tram durchs Zentrum oder nicht?" auf die Expertenebene auslagern zu wollen. Der Minister konnte sich dennoch die Bemerkung nicht verkneifen, bei der Renovierung der "Nei Bréck" solle man an die Tram denken. Worauf der Bürgermeister konterte, die wichtigsten innerstädtischen Alternativen zum Auto seien Radfahren und Zufußgehen. "Wenn wir Autos, Bussen, Fahrrädern und Fußgängern auf der Brücke ausreichend Platz lassen, bleibt für die Tram nichts mehr übrig."

### Parturientes: n'accouchez pas le dimanche

En mars, la Patientevertriedung avait signalé que, dû à une mauvaise interprétation de la nomenclature des actes et services médicaux, les femmes accouchant la nuit ou les dimanches, doivent payer une majoration de 100 pour cent chez certain-e-s gynécologues. Ces suppléments ne sont pas remboursés par les caisses. L'association avait encouragé par la suite des parturientes victimes de telles facturations à saisir la Commission de surveillance de la Sécurité sociale et était notamment intervenue auprès du ministre de la Santé Mars di Bartolomeo (LSAP). Maintenant, la Patientevertriedung donne le signal de fin d'alerte: d'après les déclarations du Ministre, aucune majoration ne pourrait plus être appliquée à partir du 1er juin 2005. Néanmoins, le cas des femmes ayant accouché avant cette date n'est toujours pas résolu, et la Commission de surveillance se voit confrontée à un nombre important de litiges. La Patientevertriedung incite les femmes victimes qui ne se seraient pas encore manifestées à le faire pour entamer à leur tour des démarches.

*Entre passions et polémiques, le débat sur la constitution européenne a laissé des traces, notamment au sein du LSAP. Membre de ce parti, Dan Kersch nous livre son analyse critique.*

(Foto: LSAP)

### LSAP ET REFERENDUM

# "Impossible de formuler des critiques"

**woxx: Ton parti avait appelé à voter oui au référendum sur le traité constitutionnel. Toutefois, la moitié de son électorat ne l'a pas suivi. Le LSAP est-il le grand perdant de ce référendum?**

**Dan Kersch:** Je ne dirais pas cela. Le but principal du comité directeur du parti était que le oui dépasse les 50 pour cent. Le contraire aurait provoqué une crise politique au Luxembourg. Mais quand on voit dans quelles conditions les 56 pour cent de oui ont été atteints, il faut se poser des questions sur la manière dont la campagne a été menée. C'est surtout vrai pour les résultats dans les communes du sud du pays, où une grande partie de notre électorat ne nous a pas suivis.

**Le LSAP a-t-il commis des erreurs durant la campagne?**

Je n'ai pas du tout apprécié la manière dont le parti a essayé de convaincre les gens. Il y a eu beaucoup de pression. Le LSAP a posé le traité sur un piédestal et sa campagne n'a pas laissé la moindre place à des approches plus nuancées. Je l'ai d'ailleurs qualifiée de "Hurra-Campagne". J'avais moi-même organisé, dans ma section à Mondercange, un débat avec Nicolas Schmit. Les réactions du public étaient très controversées et intéressantes. C'est le genre de débat que je voulais. Ce n'était malheureusement pas toujours possible au sein du parti et certaines personnes ont parfois pris des positions infantiles. Par ailleurs, il était impossible de mener une analyse détaillée du traité ni de formuler des critiques particulières. C'était considéré comme de l'hérésie.

**Pourtant, l'OGBL a montré beaucoup plus de retenue.**

En tant que syndicaliste, j'ai aussi été très peiné de voir Ben Fayot reprocher à l'OGBL de ne pas s'être assez impliqué dans la campagne pour le oui. Pourtant, l'OGBL s'est conduit de manière très intelligente. De toute façon, il n'aurait pas pu prendre position pour le non: il subit pour cela trop de pressions dans les domaines économique et social où de grands conflits l'attendent. Voilà pourquoi j'ai également été attristé par l'extrême gauche qui a critiqué l'attitude de l'OGBL d'une manière tout aussi indifférenciée.

**Qui a mal lu le texte? Le comité directeur du LSAP ou les électeur-trices socialistes qui ont dit non?**

Il faut nuancer. Il y a des choses dans ce traité que je considère comme des améliorations. D'autres par contre me gênent. Prenons par exemple le président du groupe parlementaire socialiste, Ben Fayot. Il a mené campagne dans des quotidiens et a fait comme si le traité ne comportait que des choses positives. Ou bien le député européen Robert Goebbels, qui,

avant d'intégrer notre parti, était dans la mouvance libérale. S'il est dans son bon droit en tentant de faire passer ses points de vue issus du monde économique, d'autres points de vue doivent aussi avoir leur place au parti.

**Le LSAP comptait aussi dans ses propres rangs des opposant-e-s au traité. Contrairement au PS français toutefois, ils/elles sont resté-e-s quasiment inaudibles et n'ont pas été capables de s'organiser.**

Certaines voix ont quand même été entendues. Nico Wennmacher par exemple, qui est membre du LSAP. En tant que président du FNCTTFEL, il joue un rôle important sur la scène syndicale. Ce n'est pas un des moindres de nos membres. Par ailleurs, il faut noter que la décision du parti a été prise à l'issue d'une procédure démocratique et par un vote de congrès. La constitution a tout de même été approuvée par 90 pour cent des délégués. Un tel résultat doit être pris en compte, et j'estime que ceux qui n'étaient pas très enthousiastes avaient le devoir de se tenir en retrait. Les critiques doivent

### Dan Kersch

Issu d'une famille communiste, Dan Kersch, 43 ans, a rompu avec ce parti au début des années 90 pour rejoindre le LSAP, dont il a été le secrétaire à l'organisation de 2000 à 2004. Il est actuellement président du groupe socialiste au conseil communal de Mondercange et mènera sa liste aux prochaines élections. Président de la section de l'OGBL "Bergem/Pontpierre", il se dit "avant tout syndicaliste". Pendant la campagne référendaire, il a publiquement marqué son désaccord avec des propos tenus par certains dirigeants socialistes.

être formulées en interne - c'est ma conception du fonctionnement démocratique d'un parti. Moi-même, je me suis relativement tenu à l'écart, jusqu'au moment où j'ai trouvé que des propos tenus par certains de mes camarades étaient totalement déplacés. Le congrès n'avait habilité personne à dénigrer de la sorte les opposants au traité.

**Un des principaux arguments du oui socialiste, au Luxembourg comme ailleurs, est d'appeler les citoyen-ne-s à renforcer la gauche lors des élections, afin de veiller à ce que l'Europe mène une politique progressiste. Or, à la fin des années 90, la social-démocratie gouvernait dans 13 Etats-membres sur 15, et n'a pas freiné pour autant les politiques libérales. Peut-on encore lui faire confiance?**

Je n'ai jamais conçu la politique comme étant uniquement conditionnée par les partis. Elle est toujours le résultat de rapports de force. La gauche politique, ce n'est pas seulement la social-démocratie, ce sont aussi les partis verts, les syndicats et les partis encore plus à gauche. Une des questions-clés est de savoir comment les syndicats en Europe peuvent sortir de leur position défensive. Mais d'une manière générale, il faudrait redéfinir la gauche. Etre socialiste, qu'est-ce que ça veut dire de nos jours?

**Quelle en serait la définition?**

Cela veut dire faire partie d'un mouvement unitaire dans lequel se retrouvent des personnes progressistes et qui veulent mener une politique socialement équitable. J'ai pourtant l'impression que certaines personnes au sein du mouvement socialiste - au Luxembourg tout comme au niveau international - ont oublié ces prémisses. Evidemment que toutes les tendances doivent se retrouver dans ce mouvement. Mais il ne faut pas que la sensibilité proche du monde économique prenne le parti en otage afin de réaliser les ambitions personnelles de certains. Pour ma part, je ferai tout pour que cela n'arrive pas au LSAP.

**En Allemagne, c'est un gouvernement SPD-Verts qui a décidé du programme Hartz IV. C'est ça, une politique de gauche?**

C'est une question à laquelle il est très facile de répondre: non, évidemment! Je suis d'ailleurs persuadé que le SPD et les Verts allemands vont devoir payer une facture salée lors des prochaines élections, et ils l'auront bien mérité. Le seul problème qui se pose, c'est de savoir quelle sera l'alternative. Le nouveau parti de gauche, la "Links-partei" peut certes espérer obtenir entre 10 et 12 pour cent des suffrages. Malheureusement, cette perspective mènera très probablement à une grande coalition, ce qui ne va certainement pas inciter le SPD à s'engager en faveur d'une politique plus à gauche.

*Entretien: David Wagner*